

Comité permanent des comptes publics

Nomination et composition du Comité

Le Règlement de l'Assemblée législative prévoit la nomination d'un comité permanent des comptes publics représentatif de tous les partis et dont le mandat correspond à la durée de la législature (c'est-à-dire la période à compter de l'ouverture de la première session suivant immédiatement une élection générale jusqu'à la fin du mandat du gouvernement et le déclenchement d'une autre élection).

La composition du Comité est proportionnelle à la représentation des partis à l'Assemblée législative. Tous les membres ont le droit de vote pour les motions, à l'exception du président, qui ne peut voter qu'en cas d'égalité des voix.

Conformément au Règlement, le Comité permanent des comptes publics a été nommé le 17 juin 2004, pour la durée de la 38^e législature. Au moment de la prorogation de la Chambre (à la fin de la deuxième session de la 38^e législature), le 5 juin 2007, la composition du Comité était la suivante :

Norm Sterling, président, Parti progressiste-conservateur

Ernie Hardeman, vice-président, Parti progressiste-conservateur

Jean-Marc Lalonde, Parti libéral

Lisa MacLeod, Parti progressiste-conservateur

Shelley Martel, Nouveau parti démocratique

John Milloy, Parti libéral

Richard Patten, Parti libéral

Liz Sandals, Parti libéral

Monique Smith, Parti libéral

Rôle du Comité

Le Comité étudie et évalue diverses questions, puis fait rapport à leur sujet à l'Assemblée législative. Son travail porte notamment sur l'optimisation des ressources et l'efficacité des activités gouvernementales, l'efficacité des programmes dans la réalisation de leurs objectifs, le contrôle des actifs et des dépenses, l'évaluation et la perception des revenus, ainsi que la fiabilité et la pertinence des renseignements présentés dans les comptes publics.

Pour remplir ce rôle conformément au mandat qui lui est conféré par le Règlement de l'Assemblée législative, le Comité examine le rapport annuel du vérificateur général et les comptes publics et rend compte à l'Assemblée législative de ses observations, opinions et recommandations. Aux termes du Règlement, ces documents sont réputés renvoyés en permanence au Comité dès qu'ils sont déposés.

En outre, conformément aux articles 16 et 17 de la *Loi sur le vérificateur général*, le Comité peut demander au vérificateur général d'accomplir une tâche spéciale dans un domaine qui l'intéresse.

RÔLE CONSULTATIF DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL AUPRÈS DU COMITÉ

Conformément à l'article 16 de la *Loi sur le vérificateur général*, le vérificateur général et des cadres supérieurs assistent aux réunions du Comité pour l'aider à examiner le rapport annuel du vérificateur général et les comptes publics et à tenir des audiences à leur sujet.

Méthodes et activités du Comité

GÉNÉRALITÉS

Le Comité se réunit chaque semaine lorsque siège l'Assemblée législative. Il peut aussi se réunir à tout autre moment où l'Assemblée législative ne siège pas. Toutes les réunions sont publiques, à l'exception de celles réservées à l'établissement de l'ordre du jour et à la préparation des rapports du Comité. Tous les débats publics du Comité sont consignés dans le *Journal des débats* (c'est-à-dire le procès-verbal intégral officiel des débats, discours et autres délibérations de l'Assemblée législative et de toutes les séances publiques des comités permanents et spéciaux).

Le Comité choisit dans le rapport annuel du vérificateur général et dans les comptes publics des sujets qui feront l'objet d'audiences. Le vérificateur général et le chercheur du Comité lui communiquent les informations pertinentes, puis le Comité demande à des cadres supérieurs de l'organisme vérifié de comparaître à ses audiences pour répondre à des questions. Comme le rapport annuel du vérificateur général et les comptes publics traitent

de questions opérationnelles, administratives et financières plutôt que stratégiques, les ministres assistent rarement aux réunions. Une fois les audiences terminées, le Comité fait part de ses observations et de ses recommandations à l'Assemblée législative.

Le Comité assure également un suivi auprès des ministères et organismes de la Couronne non retenus pour l'examen détaillé afin de savoir quand et comment ils comptent répondre aux préoccupations soulevées dans le rapport annuel du vérificateur général. Ce processus permet à chaque organisme vérifié de mettre le Comité au courant des activités entreprises depuis la fin de la vérification pour donner suite aux recommandations du vérificateur général.

RÉUNIONS TENUES

Le Comité a été très actif et a tenu 19 réunions entre octobre 2006 et mai 2007 pour examiner les sections suivantes des rapports annuels 2005 et 2006 du vérificateur et rédiger des rapports, lorsqu'il l'estime justifié, à déposer à l'Assemblée législative.

Rapport annuel 2006

- Collèges communautaires – Acquisition de biens et services;
- Hôpitaux – Administration et utilisation de l'équipement d'imagerie diagnostique;
- Hydro One Inc. – Acquisition de biens et services;
- Régime d'assurance-santé de l'Ontario;
- Société immobilière de l'Ontario – Services de gestion des immobilisations et des locaux;
- Conseils scolaires – Acquisition de biens et services.

Rapport annuel 2005

- Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse – Activité relative aux services de garde d'enfants;
- Ministère des Services gouvernementaux – Jeux de bienfaisance;
- Ministère des Services gouvernementaux – Bureau du registraire général de l'état civil;
- Ministère des Transports – Réseau privé d'immatriculation et de délivrance de permis;
- Suivi des recommandations du *Rapport annuel 2003* :
 - Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse – Services de santé mentale pour enfants;
 - Ministère de la Formation et des Collèges et Universités – Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.

- *Activité relative aux services de garde d'enfants;*
- *Réseau privé d'immatriculation et de délivrance de permis;*
- *Régime d'assurance-santé de l'Ontario;*
- *Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario.*

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

Le greffier du Comité est chargé de faire un suivi des mesures prises par les ministères et organismes pour donner suite aux recommandations du Comité. Le Bureau du vérificateur général examine les réponses des ministères et organismes et, dans des vérifications subséquentes, assure le suivi des mesures qui sont réputées avoir été prises.

AUTRES ACTIVITÉS DU COMITÉ

Conseil canadien des comités des comptes publics et délégations en visite

Le Conseil canadien des comités des comptes publics (CCCCP) se compose de délégués des comités des comptes publics fédéral, provinciaux et territoriaux de tout le pays. Il se réunit au même endroit et au même moment que le Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) pour discuter de questions d'intérêt commun. La 28^e réunion annuelle du CCCCCP a été organisée par la Colombie-Britannique et s'est tenue à Victoria du 19 au 21 août 2007.

Le Comité a eu le plaisir d'accueillir les délégations officielles suivantes entre octobre 2006 et mars 2007 :

- Comité des comptes publics, législature de la province du Nord-Ouest, République sud-africaine (octobre 2006);
- Comité de surveillance du Cabinet du premier ministre et de la législature, législature provinciale de Gauteng, République sud-africaine (octobre 2006);

Rapports du Comité

GÉNÉRALITÉS

Le Comité soumet ses rapports à l'Assemblée législative; ceux-ci résument l'information étudiée par le Comité durant ses réunions et contiennent ses observations et recommandations.

On peut obtenir tous les rapports en s'adressant au greffier du Comité (ou en ligne à www.ontla.on.ca), ce qui permet au public de prendre connaissance de toutes les conclusions et recommandations du Comité.

À compter du moment où le Comité dépose un rapport à l'Assemblée législative, les ministères ou organismes disposent de 120 jours ou du délai stipulé par le Comité pour répondre à chacune des recommandations.

Entre octobre 2006 et mai 2007, le Comité a soumis les rapports suivants à l'Assemblée législative :

- *Jeux de bienfaisance;*

- Comité des finances, législature provinciale de Gauteng, République sud-africaine (mars 2007);
- délégation représentant le Congrès national du peuple et les congrès provinciaux, République de Chine (mars 2007).